

# ASSEMBLÉE NATIONALE

21 juin 2018

---

RENUFORCEMENT DE L'EFFICACITÉ DE L'ADMINISTRATION POUR UNE RELATION DE CONFIANCE AVEC LE PUBLIC - (N° 1056)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

## AMENDEMENT

N ° 36

présenté par

Mme Battistel, Mme Rabault, M. Vallaud, Mme Karamanli, Mme Untermaier et les membres du groupe Nouvelle Gauche

---

## ARTICLE 34 TER

Rétablissement cet article dans la rédaction suivante :

« Le chapitre I<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> du livre V du code de l'énergie est ainsi modifié :

« 1<sup>o</sup> L'article L. 511-2 est ainsi modifié :

« a) Les mots : « de l'article L. 214-1 » sont remplacés par les mots : « du 1<sup>o</sup> de l'article L. 181-1 ou des articles L. 214-1 à L. 214-11 » ;

« b) Les mots : « accessoirement de l'électricité sont autorisés en application des articles L. 214-1 à L. 214-11 du code de l'environnement et » sont remplacés par les mots : « de l'électricité accessoirement à une activité principale régulièrement autorisée » ;

« c) Sont ajoutés les mots : « et de la procédure d'autorisation relevant du code de l'environnement ».

« 2<sup>o</sup> L'article L. 511-3 est ainsi modifié :

« a) Après le mot : « application », sont insérés les mots : « du 1<sup>o</sup> de l'article L. 181-1 ou » ;

« b) Après le mot : « livre », sont insérés les mots : « et du code de l'environnement » ;

« c) Il est ajouté une phrase ainsi rédigée : « Leur construction puis leur mise en exploitation sont portées, avant leur mise en œuvre, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation ». »

## **EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cette proposition d'amendement a pour objet de revenir à la logique simplificatrice que prévoyait la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique, qui disposait dans son article 47 que « L'exploitation de l'énergie hydraulique d'installations ou ouvrages déjà autorisés au titre des articles L. 214-1 à L. 214-11 du code de l'environnement est dispensée de la procédure de concession ou d'autorisation (...) sans préjudice de l'application des dispositions de l'article L. 214-3 du même code. »

Cette logique simplificatrice voulue en 2005 par le législateur a été progressivement gommée par l'application du code de l'environnement aux procédures applicables aux ouvrages hydroélectriques soumis à autorisation, par rapprochement avec la procédure d'autorisation alors en vigueur pour les installations soumises à la législation sur l'eau et les milieux aquatiques.

La procédure applicable aux autorisations hydroélectriques a alors perdu la spécificité qui était la sienne au titre du code de l'énergie et la dispense de procédure, pour les activités hydroélectriques accessoires d'une activité principale régulièrement autorisée, a été supprimée.

Le présent amendement vise à rétablir cette dispense pour les installations hydroélectriques accessoires, par exemple, d'un canal d'irrigation, d'un canal de navigation ou d'un ouvrage quelconque déjà régulièrement installé et autorisé.

Ce retour à une logique de simplification permettrait à de nombreux porteurs de projets de les faire avancer sans qu'il y ait pour autant régression de la protection de l'environnement, le préfet restant libre de la suite à donner au porter-à-connaissance qui lui serait soumis, notamment au titre des prescriptions complémentaires nécessaires à la protection des intérêts de l'article L211-1 du code de l'environnement.